

**Audience publique du 7 mars 2005**

---

Recours formé par  
**M. ..., ...**  
contre une décision du directeur de l'administration des Contributions directes  
en matière d'impôt sur le revenu  
-----

**JUGEMENT**

Vu la requête, inscrite sous le numéro 18710 du rôle, déposée en date du 11 octobre 2004 au greffe du tribunal administratif par Monsieur ..., demeurant à L-..., introduisant un recours contentieux contre « *la décision sur réclamation du Directeur des Contributions en date du 19 juillet 2004 concernant les bulletins rectifiés de l'impôt sur le revenu des années 1992 à 1995* » ;

Vu les pièces versées en cause et notamment la décision litigieuse ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Monsieur ... en ses observations.

-----  
---

Le 25 juillet 1997, le bureau d'imposition Luxembourg 4 de la section des personnes physiques du service d'imposition de l'administration des Contributions directes émit à l'encontre de Monsieur et Madame ...-, demeurant ensemble à L-..., quatre bulletins de l'impôt sur le revenu des années 1992 à 1995.

Contre lesdits bulletins, Monsieur ... introduisit, par lettre du 23 septembre 1997, une réclamation auprès du directeur de l'administration des Contributions directes, ci-après dénommé le « directeur », en reprochant au bureau d'imposition que, lors de la fixation du revenu de capitaux mobiliers, il n'aurait pas tenu compte de l'intégralité des intérêts débiteurs déclarés en relation avec ces revenus.

En l'absence d'une décision directoriale à la suite de ladite réclamation, Monsieur ... introduisit le 8 mars 2000 un recours contentieux contre les bulletins précités du 25 juillet 1997.

Par jugement du 23 octobre 2000, le tribunal administratif reçut le recours en réformation en la forme, le déclara partiellement justifié et annula les bulletins de l'impôt sur le

revenu pour les années 1992 à 1995, émis le 25 juillet 1997, tout en renvoyant l'affaire devant l'administration des Contributions directes afin qu'il soit procédé à l'imposition conformément au dispositif dudit jugement ensemble les motifs à sa base.

Le 11 janvier 2001, des bulletins rectifiés de l'impôt sur le revenu concernant les années 1992 à 1995 furent émis.

Le 5 avril 2001, le mandataire de l'époque de Monsieur ... saisit le directeur d'une réclamation à l'encontre de ces bulletins rectifiés.

Par lettre du 8 mars 2002, le mandataire de l'époque de Monsieur ... informa le directeur que *« mon mandant me charge de vous informer qu'il se désiste purement et simplement de la réclamation introduite en date du 5 avril 2001 contre les bulletins rectifiés de l'impôt sur le revenu des années 1992, 1993, 1994 et 1995 émis en date du 11 janvier 2001 »*.

Par lettre datée au 21 mai 2004, Monsieur ... s'adressa à nouveau au directeur dans les termes suivants :

*« Monsieur le Directeur,*

*Par la présente, je reviens à charge pour vous demander de faire appliquer de façon correcte le jugement du Tribunal Administratif du 23 octobre 2000 (n° 11865 du rôle) annulant mes bulletins de l'impôt sur le revenu pour les années 1992 à 1995, émis le 25 juillet 1997. Les dits bulletins n'ont ni été annulés ni remplacés par de nouveaux bulletins. Le bureau d'imposition s'est borné à émettre des bulletins rectifiés en date du 11 janvier 2001. Or, il me semble que la rectification de bulletins annulés ne saurait conférer une base légale aux bulletins rectifiés. En d'autres termes la rectification ou le redressement d'un bulletin annulé ne change rien à l'annulation prononcée par le Tribunal Administratif. Encore, à ce moment l'émission de nouveaux bulletins n'était plus possible en raison de la prescription quinquennale.*

*Je dois signaler que Maître Michel MOLITOR, qui a défendu mes intérêts dans le litige, avait introduit en date du 5 avril 2001 une réclamation formelle contre les bulletins rectifiés et n'a pas insisté par la suite. Cette réclamation avait été introduite à toutes fins utiles dans l'hypothèse où les bulletins rectifiés étaient éventuellement à considérer comme nouveaux bulletins. Or, tel n'est pas le cas. Si par impossible l'Administration concluait quand même que les bulletins rectifiés seraient à considérer comme nouveaux bulletins, il y a manifestement malentendu et dans ce cas je vous prie de ne pas tenir compte du désistement de Maître Molitor.*

*Je pense qu'avec le jugement du Tribunal Administratif le contentieux qui m'opposait à l'Administration des Contributions aurait dû être clos.*

*Il me semble que mon bureau d'imposition avait une certaine appréhension à annuler les bulletins litigieux. Votre décision récente dans une affaire tout à fait identique et ayant eu comme objet le même litige (décision... du 26.2.2004 – n° 10832C du rôle) a pourtant formellement reconnu tant le caractère d'annulation des bulletins prononcés par le Tribunal Administratif que la prescription extinctive de cinq ans concernant les nouveaux bulletins émis ».*

Par décision du 19 juillet 2004, le directeur déclara le recours irrecevable au motif que « *la requête, datée du 21 mai 2004 et entrée le 24 mai 2004, n'a (...) pas été introduite dans le délai légal de réclamation, lequel a expiré le 17 avril 2001 (...)* », le directeur tout en précisant qu'aucune circonstance susceptible de justifier un relevé de forclusion n'avait été révélée par l'instruction. Concernant la réclamation antérieure datée du 5 avril 2001 contre les mêmes bulletins, le directeur décida que le désistement pur et simple avait mis fin à cette instance.

Par requête du 11 octobre 2004, Monsieur ... a introduit un recours contentieux contre la susdite décision directoriale du 19 juillet 2004, reprochant au directeur d'avoir considéré sa demande irrecevable et restant « *muette quant aux arguments développés dans ma requête du 21 mai 2004* ».

Dans le cadre de son recours contentieux, le demandeur réitère son reproche consistant à dire que les bulletins rectifiés émis le 11 janvier 2001 constitueraient une exécution incorrecte du jugement précité du 23 octobre 2000, l'émission de nouveaux bulletins se heurtant à la prescription quinquennale de la dette fiscale relativement aux années 1992 à 1995.

Le recours est recevable pour avoir été introduit dans les formes et délai de la loi.

Le recours laisse cependant d'être justifié, étant donné qu'il se dégage tant de l'écrit du 21 mai 2004 que de la requête introductive d'instance que le demandeur tend en substance à remettre en cause la légalité des bulletins rectificatifs émis le 11 janvier 2001 et que le directeur a décidé à bon droit que le délai de réclamation pour agir à leur encontre était de trois mois, qu'il avait commencé à courir à partir de la notification, qui en cas de simple pli postal est présumée accomplie le troisième jour ouvrable après la mise à la poste, et que l'introduction de la requête datée du 21 mai 2004 était intervenue tardivement, en l'occurrence plus de trois années après l'expiration du délai de réclamation. C'est encore à juste titre que le directeur a considéré que le demandeur n'avait pas apporté de justification d'un relevé de forclusion et que l'acte de désistement par lequel le demandeur avait renoncé « *purement et simplement* » à sa réclamation initiale avait définitivement mis fin à l'instance afférente.

Il convient de préciser que le moyen additionnel, que le demandeur a soulevé pour la première fois lors des plaidoiries, consistant à reprocher au directeur d'avoir considéré sa requête du 21 mai 2004 uniquement comme constituant une réclamation contre les bulletins rectificatifs du 11 janvier 2001, alors qu'il aurait pu ou dû requalifier son écrit ou le qualifier autrement, en l'occurrence le considérer comme une réclamation hiérarchique ou comme un recours gracieux, même abstraction faite de ce qu'il est irrecevable pour ne pas avoir été libellé dans le cadre de la requête introductive d'instance, qui circonscrit – sous réserve des moyens d'ordre public - l'objet du recours et sa portée, ou dans le délai de recours, se heurte à ce que le demandeur est mal venu de reprocher au directeur de ne pas avoir dénaturé sa demande et de s'être tenu aux intentions et demandes clairement affichées dans le cadre de la lettre du 21 mai 2004 tendant indubitablement à voir réformer ou annuler les bulletins rectificatifs querellés.

Le recours est partant à rejeter pour manquer de fondement.

## **PAR CES MOTIFS**

le tribunal administratif, deuxième chambre, statuant à l'égard de toutes les parties ;

reçoit le recours en la forme ;  
au fond, le dit non justifié et en déboute ;  
condamne le demandeur aux frais.

Ainsi jugé par:

M. Campill, vice-président,  
M. Schroeder, premier juge,  
Mme Gillardin, juge,

et lu à l'audience publique du 7 mars 2005, par le vice-président, en présence de M. Legille,  
greffier.

Legille

Campill